

l'impatience fébrile avec laquelle on attend ici les nouvelles d'Allemagne et d'Italie.

On apprend que les Autrichiens ont franchi la frontière de la Haute-Silésie.

Une bataille est donc imminente. Le Corps législatif a continué hier et aujourd'hui, la discussion budgétaire.

Ainsi que nous l'avons annoncé, les projets à l'ordre du jour, sauf celui relatif à la contrainte par corps et un ou deux autres, seront votés avant la fin de la session.

Le décret qui proroge la session au 31 juin n'a pas mis fin aux conjonctures parlementaires. Au Luxembourg et au Palais Bourbon, il est encore question, ici d'un prolongement des travaux législatifs, là d'un emprunt motivé par les éventualités de la guerre.

Les deux suppositions précèdent d'une même visée politique. Il est évident que si la France se trouvait amenée à prendre part au conflit allemand ou italien, on devrait, selon la déclaration de M. Rouher, demander des ressources ailleurs que dans les crédits budgétaires absorbés prévisionnellement.

Mais, nous, le répétons, ceci demeure purement conjectural. La vraisemblance est que la session sera close dans huit jours, les projets de loi en élaboration étant presque tous votés et qu'il n'y aura pas de prorogation nouvelle.

Pour le cas d'une convocation extraordinaire il n'y aurait lieu, selon toute apparence, que dans la seconde quinzaine de juillet ou vers le commencement d'août. Le conseil des ministres s'est assemblé ce matin, au Palais des Tuileries, sous la présidence de l'Empereur.

S. M., l'Impératrice assistait à la séance. Le bruit courait à la Bourse aujourd'hui, que le ministère whig se retirait et que lord Derby était chargé de la formation d'un cabinet, dit de coalition, c'est-à-dire où entreraient les chefs du parti tory et de l'opposition réformiste.

Des lettres de Londres parlent d'une circulaire que le gouvernement anglais enverrait prochainement à ses agents diplomatiques, au sujet de la situation actuelle. Il serait dit dans ce document, que l'Angleterre ne sortirait de sa neutralité que dans le cas où il surgirait des questions intéressantes à l'Orient.

Mgr. Dupanloup vient de partir pour la Savoie, où il va passer trois ou quatre semaines. En traversant Paris, le prélat est allé visiter M. de Montalembert dont il continue à inspirer d'assez vives inquiétudes.

Une lettre de Rome, publiée par un journal de Bruxelles, annonce que le cardinal Antonelli a reçu de l'Empereur un pli autographe le félicitant de son retour à la santé.

Nous sommes en mesure de démentir la nouvelle, rapportée par un journal italien, de la démission du cardinal Antonelli.

Une correspondance parisienne croit savoir que l'Empereur rappelle à Paris M. le comte de Montebello, afin de lui donner lui-même ses instructions sur toutes les éventualités que peuvent faire surgir, du côté de Rome, les grands événements qui vont avoir lieu simultanément en Allemagne et dans le nord de l'Italie.

Nous tenons de la meilleure source, dit la Presse, que le cabinet de Saint-Petersbourg, répondant à la communication de la lettre de l'Empereur, aurait notifié que « son attitude était parfaitement semblable à celle de la France, que sa neutralité était également attentive », et que, dès que la France se croirait obligée de sortir de cette ligne de conduite, la Russie se prononcerait aussi sur-le-champs.

toutes les infortunes que l'on rencontre sur son chemin ? Que nous importe cet inconnu ?

La jeune fille baissa la tête sans répondre, et elle resta long-temps absorbée dans ses rêveries.

Elle en fut tirée par un agent de l'autorité qui entra dans le salon pour prier M. Ledoux de signer le procès-verbal dressé sur le lieu même où on avait trouvé le corps du noyé.

— Et sait-on quel est ce malheureux ? demanda-t-elle avec une indifférence apparente.

— Oui, reprit l'agent ; on a trouvé sur lui des papiers qui l'ont fait reconnaître. C'est un nommé Charles Dufour, qui s'est jeté hier dans la Seine du haut du Pont-Neuf, au moment où on allait l'arrêter pour le conduire à la maison pour dettes. Avant qu'elle eût entendu ces dernières paroles, Anais s'était évanouie dans les bras de son père.

Six mois après elle épousa Alfred Moreau ; elle était calme et résignée, et, malgré ses souvenirs, elle fut heureuse.

ÉLIE BERTHEL.

FIN.

— On lit dans l'International de Londres :

« Le système métrique est enfin adopté par le gouvernement des États-Unis, le bill a été voté à Washington dans la dernière séance. Le commerce en général, apprendra avec plaisir cette décision, si importante pour la facilité des transactions commerciales. »

D'après une lettre de Florence, le général Garibaldi serait encore très souffrant, à ce point qu'il ne marcherait que péniblement à l'aide d'une canne.

Une bataille sanglante a été livrée, le 2 mai, à Estero-Vellico (l'étang traître) entre les Paraguayens et les troupes Montevideo-Bresiliennes. La victoire s'était d'abord déclarée en faveur des premiers, quand une division d'infanterie brésilienne arriva sur le théâtre de l'action, chargea l'ennemi à la baïonnette et le contraignit à fuir, laissant sur le terrain 4500 morts, 1,000 blessés, plus de 2,000 fusils et quantité de munitions. Les pertes des alliés ont été, du reste, considérables ; leurs bulletins avouent 950 hommes hors de combat dont 250 morts. Lopez, le Président du Paraguay, se serait retiré avec les débris de son armée dans la forteresse d'Humaita.

En vertu d'un ordre du parquet, on a saisi ce matin, au bureau du Courrier français et chez les libraires dépositaires les numéros de cette feuille, en date des 10 et 17 juin. Cinq articles sont incriminés.

Une feuille autrichienne dit que la Diète, dont le fonctionnement est pour ainsi dire impossible en ce moment, va être provisoirement remplacée par une conférence permanente de plénipotentiaires des États restés fidèles à la confédération. Cette conférence aurait son siège à Vienne.

Méry est mort sous fortune, comme beaucoup de ses confrères. L'Empereur s'est chargé de tous les frais des funérailles, il a de plus donné l'ordre d'acquiescer le terrain où Méry doit être inhumé. Le comité des gens de lettres se propose d'ouvrir une souscription pour élever un monument au poète, dont les œuvres honorent la littérature moderne.

Pour toute la correspondance : J. REBOUX.

On lit dans la partie non officielle du Moniteur :

« Au moment où les événements extérieurs viennent fixer l'attention du public et de la presse, le gouvernement croit devoir rappeler les dispositions légales qui déterminent les droits respectifs des journaux politiques et des journaux non politiques. »

L'article 1er du décret du 17 février 1852 est ainsi conçu :

« Aucun journal ou écrit périodique, traitant de matières politiques ou d'économie sociale, et paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, ne pourra être créé ou publié sans l'autorisation préalable du gouvernement. »

Le décret du 28 mars 1852 porte : « Art. 1er. Sont exempts du droit de timbre les journaux et écrits périodiques et non périodiques, exclusivement relatifs aux lettres, aux sciences, aux arts et à l'agriculture. » « Art. 2. Ceux de ces journaux et écrits qui, même accidentellement, s'occuperaient de matières politiques ou d'économie sociale, seront considérés comme étant en contravention aux dispositions du décret du 17 février 1852, et seront passibles de peines établies par les articles 5 et 11 de ce décret. »

« Il n'appartient donc qu'aux journaux assujettis à l'autorisation, au timbre et au cautionnement de traiter les questions politiques, sous quelque forme qu'on les présente, même sous celle de correspondances, de dépêches télégraphiques, de nouvelles ou de bulletins militaires. »

M. de Bismark.

Peu de noms ont, dans ces derniers temps, été plus souvent prononcés en Europe que celui de M. de Bismark. Ce nom, qui porte dans sa prononciation même quelque chose de sec et de cassant, a été, dans la ville bohémienne où l'on rit de tout, à Paris, transformé en verbe ; et on a dit : « Vous me bismarkisez », comme on aurait dit : « Vous m'ennuiez. » Le fait est que, pour les gens qui, systématiquement, à tort ou à raison, se désintéressent de la politique, il y a quelque chose d'agaçant dans la perpétuelle répétition de ce nom ; et l'on en vient à comprendre le sentiment de ce citoyen d'Athènes qui fit écrire sur une coquille d'huitre son bulletin de vote pour la déportation d'Aristide, alléguant que cet Aristide le sciait avec sa vertu.

Ce n'est pas, en tout cas, à l'aide de sa vertu que M. de Bismark s'acquitte en ce moment l'Europe en général et l'Allemagne en particulier. Il faut rendre à cet homme d'Etat prussien la justice de reconnaître que vertu, justice, droits acquis, tous ces grands mots, que les esprits vulgaires ont la sottise de prononcer avec respect, font infiniment peu d'effet sur lui. M. de Bismark vise un but ; et il y va avec la rectitude absolue et brutale du boulet de canon. Avec lui, on sait au moins à quoi on doit s'en tenir ; c'est bien quelque chose.

Mais si tout le monde répète le nom de M. de Bismark, peu de personnes savent ce qu'est l'homme qui porte ce nom. Quelques notes sommaires sur la vie passée de ce ministre pourront, ce nous semble, offrir de l'intérêt dans le moment présent. Le baron Othon de Bismark-Shoënhausen est né en avril 1815, à Shoënhausen, manoir seigneurial appartenant à sa famille qui, s'il faut en croire les chroniques, a compté des chefs de tribus slaves parmi ses ascendants.

Les débuts du baron de Bismark dans la vie publique datent de 1851. A cette époque il siégea dans la seconde Chambre du Parlement prussien comme représen-

tant de la province de Brandebourg. M. de Bismark ne tarda pas à se faire remarquer par le Roi, qui lui confia le poste de représentant de la Prusse à la Diète de Francfort. C'est de ce moment que datent les antipathies autrichiennes de M. de Bismark. Chasser l'Autriche de la Confédération germanique et placer celle-ci sous la direction de la Prusse, fut dès lors la politique à laquelle M. de Bismark dévoua sa vie et ses remarquables facultés. Pour arriver à ce résultat, M. de Bismark a toujours conseillé à son pays une alliance intime avec la Russie et la France contre l'Autriche, et c'est dans le but de donner à la France un gage de bonne foi, que M. de Bismark a fait à l'Italie des avances qui n'ont pas tardé à se transformer en alliance offensive et défensive. Dès 1838, paraissait une brochure intitulée : La Prusse et la Question italienne, dont la paternité fut attribuée à M. de Bismark. S'il n'en fut le père il en fut très probablement l'inspirateur. Cette brochure concluait dans le sens que nous venons d'indiquer.

En 1839, M. de Bismark fut nommé ambassadeur à Saint-Petersbourg, poste diplomatique qu'il échangea en 1862 pour l'ambassade plus importante de Paris. Mais il n'occupa ce dernier poste que peu de mois, car le Roi de Prusse, en lutte avec son Parlement, ne tarda pas à rappeler M. de Bismark à Berlin pour le placer à la tête du ministère.

Depuis 1862 la politique de M. de Bismark est devenue celle du gouvernement prussien et peut se résumer en ceci : Développement des forces militaires en vue d'une lutte contre l'Autriche. Mais pour développer les forces militaires d'un pays il faut de l'argent, beaucoup d'argent ; et le Parlement prussien refuse depuis plusieurs années d'en voter. Mais le gouvernement prussien ne s'arrête pas pour cela. Il dissout coup sur coup le Parlement, établit son budget de la guerre sans le concours des élus de la nation, perçoit les impôts par ordonnance et se trouve, depuis des mois et des années, dans la position où Charles X n'a pu se maintenir au-delà de trois jours en 1830.

C'est pour sortir de cette situation intérieure difficile, que M. de Bismark précipite son pays dans une guerre de conquêtes et d'annexions forcées. C'est là un coup hardi ; mais cette fois la fortune favorisera-t-elle les audacieux ? C'est ce que de très prochains événements nous apprendront.

E. MOUTTET.

CHRONIQUE LOCALE & DÉPARTEMENTALE

Nous recevons la lettre suivante :

« A Monsieur le Rédacteur du JOURNAL DE ROUBAIX. »

Monsieur, Vous accordez, j'en suis persuadé, une place dans vos colonnes, à quelques lignes qu'il conviendrait de consacrer à l'œuvre de vos lecteurs, d'une société qui doit avoir de justes droits à vos sympathies ainsi qu'à celle de nos concitoyens. Je veux parler du Cercle des voyageurs et employés de bureaux, du commerce et de l'industrie, du département du Nord.

Cette société fonctionne à Lille depuis tantôt trois années, et les services qu'elle a rendus, disent assez les bienfaits plus grands encore, que l'on peut en attendre, lorsqu'elle aura acquis une plus grande extension.

Les quelques employés de notre ville, qui font partie de cette association, recherchent en ce moment les moyens nécessaires à la formation d'une succursale à Roubaix. C'est dans cette intention qu'ils doivent se réunir dimanche prochain, 24 juin, à 6 heures du soir, au Cygne, estaminet tenu par M. Henri Capelle, sur la Grand-place.

Tous les employés qui désireraient faire partie de cette association philanthropique, sont invités à y assister.

Jose espérer que cet appel sera entendu, et il doit l'être en effet, car tout employé prévoyant doit nécessairement faire partie d'une telle société qui le met à l'abri du besoin dans les cas nécessaires où il se trouve privé de la santé et par suite de son salaire.

Le local dans lequel doit avoir lieu cette réunion, est retenu à l'avance et mon plus grand bonheur serait d'y voir rassemblés tous les sociétaires ainsi que beaucoup d'aspirants.

Je vous remercie à l'avance, Monsieur le Rédacteur, pour votre généreuse hospitalité et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

L. MARCHAND,

Employé à Roubaix.

Roubaix, le 20 juin 1866.

Mgr l'Archevêque de Cambrai donnera la Confirmation, à Roubaix, du 16 au 18 juillet, et à Tourcoing, du 19 au 22.

On nous assure que l'ouverture de la ligne de Calais à Boulogne aura lieu au mois d'août.

Par suite des changements qu'amènera ce nouveau service, le train de Paris pour Lille, à 7 h. 45 du soir, partirait vers 6 h. 20 et arriverait à Lille assez à temps pour correspondre avec le dernier train (11 31) pour Roubaix.

Nos lecteurs savent que depuis longtemps des démarches avaient été faites auprès de l'administration du chemin de fer du Nord dans le but d'obtenir une correspondance avec le train partant de Lille pour Roubaix à 11 h 31 ; nous nous félicitons des avantages que cette mesure procurera à nos concitoyens.

Le même train correspondra immédiatement avec Armentières, Bailleul et Hazebrouck.

Au marché aux grains de Lille du 20 juin il y a eu une hausse de 1 fr. 65 c. à l'hectolitre.

Hier, dans la matinée, on parlait à Lille d'une catastrophe qui avait eu lieu à St.-Omer ; on affirmait que la poudrière, située près de la gare, avait sauté. Les personnes qui d'habitude se disent parfaitement renseignées donnaient à ce sujet des détails complets. On évaluait le nombre des blessés et des morts. On parlait des retards dans la marche des trains, ces retards ayant eu pour cause les dégâts considérables survenus dans la station de St.-Omer.

Tous ces bruits, heureusement, n'étaient pas fondés. Voici ce qui résulte des renseignements puisés à bonne source et des dépêches que nous avons eues sous les yeux :

Il est positif que vers onze heures du matin, une immense gerbe de feu a été aperçue à Wambrechies, La Madeleine-lez-Lille et Marcq, le bruit d'une détonation a été très distinctement entendu dans ces trois communes.

A Boulogne, Calais et à Hazebrouck on a entendu des détonations.

On attribue ces détonations à la chute d'aéroolithes.

Voici ce que l'on écrit de St.-Omer : « Mercredi, à onze heures une violente explosion s'est fait entendre et a imprimé une forte secousse à toutes les maisons. »

Chacun s'empresse de s'informer de ce qui se passe ; on suppose que la poudrière d'Esquerdes a sauté. A midi et demi, on apprend que le petit moulin d'Esquerdes a seul sauté. Il n'y a pas d'accidents à déplorer, les ouvriers n'étaient pas au moulin lors de l'explosion. »

A Bailleul, on a vu tomber des flammèches dans le jardin de l'école des Frères. — On sait que cette ville est située à plus de huit lieues de St.-Omer.

Il résulte aussi une dépêche venant d'Ypres où l'on avait demandé des renseignements, supposant que la poudrière de cette ville avait sauté, qu'on y a éprouvé une forte secousse attribuée à un tremblement de terre.

La direction générale des lignes télégraphiques publie l'avis suivant, qui intéresse le commerce :

Les communications de la France, de l'Angleterre, de la Belgique et de la Suisse avec la Prusse sont à peu près interrompues ; les dépêches à destination de la Prusse de la Norvège et du Danemark sont donc exposées à éprouver de longs retards.

La société l'Hirondelle, des Moulins, lez-Lille, organisée pour les concours de pigeons voyageurs, a fait lâcher lundi à Tours des pigeons envoyés par plusieurs sociétés.

Ces pigeons sont partis de Tours à six heures du matin, par un beau temps et un fort vent d'ouest. A 1 h. 40 m. 1/2, le premier pigeon arrivait ; il appartenait à la société de Roubaix. Un second pigeon arrivait à 1 h. 41 m. 1/4 ; celui-ci appartenait à la société de la Madeleine. Le troisième pigeon, arrivé à 1 h. 46 m., appartenait à la société de Saint-Pierre, de Lille ; le quatrième, appartenant à la société des Moulins, est arrivé à 1 h. 53 m. Presque tous les autres pigeons se sont succédé à quelques minutes d'intervalle.

La distance de Tours à Roubaix, à vol d'oiseau, est de 401 kilomètres.

La commune de Wasquehal organise un carroussel pour dimanche prochain. Il y aura trois prix d'une valeur totale de 850 fr.

Un brave homme du Mont-à-Leux, cabaretier et tailleur, est venu raconter mardi matin à la police de Lille que, dimanche, un individu, dont il a donné le signalement, avait passé plusieurs heures dans son établissement, et que, profitant du moment où il allait essayer une redingote à un de ses clients dans une pièce voisine, ce consommateur sortit, pénétra avec escalade dans la chambre à coucher, où, après avoir fracturé un coffre, il enleva les 900 francs qu'il contenait, et disparut, laissant sa pipe à côté du coffre.

On croit que cet individu a passé aussitôt en France pour y dépenser en sécurité le produit de son vol.

Un garçon de 15 ans, Louis R..., déjà repris de justice, s'est introduit lundi dans une pièce occupée par la femme Cateau à Tourcoing, et y a volé un porte-monnaie contenant 20 fr. Il est arrêté.

CHEMIN DE FER DU NORD.

FÊTE DE DUNKERQUE — VOYAGE A LA MER.

Dimanche 24 juin 1866.

Deuxième classe, 5 fr.

Troisième classe, 4 fr.

Départ de Tourcoing, 6 45 ;

Roubaix, 6 53 ;

Lille, 7 30 ;

Armentières, 8 02 ;

Bailleul, 8 49.

Arrivée : 9 55.

Le train de retour se mettra en marche à 8 05 so ir.

FAITS DIVERS

— On lit dans le Messager de Provence : « Il y a quelques jours, le bruit se répandit à la Bourse qu'un courrier important, avait été dépouillé de ses dépêches au

moment où il allait partir de Marseille pour Londres. Le fait parut tellement extraordinaire qu'on n'y voulut pas croire. Des informations particulières nous permettent de l'affirmer. C'est à la gare même, quelques minutes avant le départ du train, que le courrier anglais, qui est, on le sait, un officier supérieur, a été dévalisé. Il paraît que ce vol est purement politique, car les autres bagages du courrier n'ont pas été touchés. Le sac aux dépêches seul a disparu. »

— Par suite des faillites récentes qui ont eu lieu à Londres, plus de 400 commis de banque sont sans emploi.

— Le choléra, qui s'éloigne de notre littoral de l'ouest, vient de se déclarer en Belgique ; il a fait plusieurs victimes à Bruxelles. On signale aussi sa présence en Allemagne. A Satein, dans les journées des 14 au 15 juin, cette ville a compté, sur 133 personnes atteintes, 75 décès.

— A l'une des dernières séances de la Chambre des communes, un député du comté de Glamorgan, dans le pays de Galles, M. Vivian, se référant aux critiques exprimées par le chancelier de l'Echiquier relativement à l'épuisement des houillères du royaume-uni, a proposé de voter une Adresse à la Couronne afin d'obtenir la nomination d'une commission royale ayant pour but de faire une enquête sur ce point si important pour l'avenir de l'industrie britannique. La commission serait chargée de s'assurer de la contenance approximative des bassins houillers de la Grande-Bretagne, d'évaluer la quantité exploitable de combustible qu'ils peuvent fournir, de vérifier par des sondages si comme on le présume, il n'existerait pas d'autres dépôts carbonifères au-dessous de l'étage permien et des nouveaux grès rouges, de dresser la statistique de la progression relative de la production et de la consommation, et, dans le cas où il y aurait lieu, d'indiquer si la législature pourrait obvier au danger par des mesures préventives.

M. Vivian a fait remarquer que, tandis qu'on croit pouvoir pousser jusqu'à 4,000 pieds les travaux, la mine la plus profonde de l'Angleterre, celle de MM. Knowles, près Manchester, ne descend qu'à 2,088 pieds, et que les couches non explorées paraissent devoir offrir une étendue triple de celles actuellement en cours d'exploitation. Les géologues sont d'avis que la houille est répandue sous toute la partie méridionale de l'île. L'année dernière, il a été extrait près de 93 millions de tonnes de ce combustible, dont 9 millions seulement ont été exportés, 24 millions et demi ont été consommés par la fabrication du fer, 29 millions par les autres usines, 30 millions ont servi aux usages domestiques. Quant aux économies possibles, M. Vivian a cité, comme exemple des améliorations réalisées dans ce sens que, dans la fonderie de fer qu'il dirige, on emploie aujourd'hui cinq fois moins de combustible qu'il n'en fallait il y a peu d'années pour produire une même quantité de métal. Le Gouvernement a déclaré, par l'organe de M. Charles Grey, adhérer à la proposition de M. Vivian.

— On écrit de Madrid, le 8 juin, à l'Indépendance belge :

« Les ministres ont failli être victimes d'un horrible et monstrueux guet-apens ; ils s'étaient rendus à Aranjuez pour assister au conseil présidé par la reine et devaient revenir à Madrid vers minuit. Quand le dernier train venant d'Alicante eut passé, c'est-à-dire vers dix heures et demie du soir, le garde posté non loin de la rivière Jarama aperçut au milieu des ténèbres de la nuit des gens rôder sur la voie. Par prudence ou par peur, il se cacha et attendit. Peu de temps après, il se dirigea sur le point qui lui paraissait avoir été visité par un ou plusieurs inconnus, et il vit que la voie avait été disposée pour propager un déraillement dont les conséquences eussent été désastreuses. »

Sur ce point, le plus dangereux de la voie, la ligne fait une courbe très-marquée et domine des deux côtés la rivière du Jarama, qui coule à une assez grande profondeur. Sur le rail de gauche avait été fixé un énorme engin de fer brut, surmonté d'un couronnement également en fer destiné à faciliter le déraillement.

Sur le rail de droite avait été placé un autre engin moins élevé, et l'un et l'autre en biais, de sorte que la machine, marchant à toute vapeur, aurait dû d'abord pencher sur la droite et forcément être lancée avec la rapidité de l'éclair dans le précipice avec les voitures formant le train express.

Tout avait été combiné avec une habileté infernale pour la parfaite réussite de cette odieuse trame, et les criminels auteurs de cette tentative n'avaient pas cru nécessaire de s'assurer de la personne du garde, parce qu'ils savaient que ce dernier, ayant sous son inspection neuf kilomètres de la ligne, avait dû faire dans la soirée sa visite habituelle.

J'oubliais de dire que les engins étaient fixés aux traverses, au moyen de clous énormes ayant plus de 50 centimètres de longueur. Le tout a été exposé hier au secrétaire du congrès.

Le ministère ignorait le danger qu'il avait couru et il en a été informé par l'administration du chemin de fer. La justice a ouvert une enquête.

Dans le train express se trouvaient le maréchal O'Donnell et ses aides-de-camp, M. Bermudez de Castro, M. Posada Herrera, M. Canovas del Castillo, M. Calderon Collantes et plusieurs hommes politiques. Les ministres de la marine et des travaux publics n'avaient pu aller à Aranjuez parce